

Les Cahiers Marxistes

2040-2045

**La guerre aux vieux
Jeunes, engagez-vous !**

Juillet-août 2005, n° 231

Il n'y a pas de génération spontanée du capital

Jean-Marie Harribey*

Partout dans le monde, de profondes réformes ont été engagées depuis plus de dix ans pour remettre en cause les systèmes de retraites fonctionnant selon le principe de la répartition et les remplacer, au moins en partie, par des systèmes par capitalisation. Ces réformes sont engagées au nom de l'équilibre financier des régimes par répartition soi-disant menacé par l'évolution démographique, menace dont seraient à l'abri les systèmes par capitalisation. Les luttes sociales menées ces dernières années n'ont certes pas encore réussi à faire barrage à ces projets mais elles ont au moins permis de clarifier les termes du débat et de se sortir du galimatias idéologique, d'une part en montrant que le capitalisme de plus en plus financiarisé aggrave considérablement les risques de délabrements sociaux de toutes sortes, et d'autre part que, quels que soient le mode d'organisation sociale et la manière dont est distribué le revenu global entre les classes sociales ou entre les classes d'âge, le travail est la seule source de la valeur créée et disponible pour la répartition.

* Maître de conférences en économie à l'Université Bordeaux IV, membre du Conseil scientifique d'Attac-France. Auteur de *L'économie économe*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *La démence sénile du capital*, Bègles, éd. du Passant, 2^e éd. 2004 ; coordonnateur du livre d'Attac, *Le développement a-t-il un avenir ?*, éd. Mille et une nuits, 2004.

Le présent texte est une version revue de la postface au livre de J. Nikonoff, *La comédie des fonds de pension*, Paris, Arléa, 1999.

La financiarisation organise la montée du capital fictif pour faciliter l'appropriation de la richesse réelle

La finance est inhérente à l'économie capitaliste. Parce que celle-ci est une économie monétaire. En son sein, la monnaie est essentiellement l'instrument de l'accumulation du capital. Sans la monnaie, les propriétaires des moyens de production ne pourraient transformer la plus-value produite par le travail en profit et donc en accroissement de leur capital. De plus, sans création monétaire, l'accumulation serait impossible parce qu'au cours d'une période le capital ne peut récupérer en vendant les marchandises produites que les avances faites sous forme de salaires et d'outils de production. Pour qu'un profit accumulable puisse être réalisé, il faut que soit mise en circulation une quantité de monnaie supérieure à celle qui correspond aux avances précédentes. Par le crédit, le système bancaire anticipe le profit monétaire représentant le «*travail vivant*», comme disait Marx, approprié par le capital. Le capitalisme ne peut donc se passer de financement.

Or, depuis plus de vingt ans, pour remédier à une rentabilité du capital insuffisante dans un contexte de croissance économique faible, la politique libérale a consisté à modifier le partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits, à l'avantage de ceux-ci. Le moyen fut le chômage devenu variable d'ajustement. Cela enclencha un mécanisme infernal car plus le taux d'exploitation des salariés augmente, plus cela indique aux détenteurs de capitaux que le taux de profit qu'ils peuvent espérer est grand. La norme de profit s'élève donc progressivement, ce qui conduit les actionnaires à exiger toujours plus de dégraissages et de licenciements, mais, avec au bout du compte, une sanction inévitable : le profit étant créé par le travail, la logique de rentabilité financière bride l'accumulation d'ensemble du capital et la possibilité de créer de la plus-value nouvelle. L'âpreté de la concurrence pour s'accaparer la plus-value existante en est la conséquence de même que l'éclatement d'une crise de surproduction dégénérant en crise financière, comme en Asie du Sud-est en 1997. On peut exprimer la même chose autrement : les richesses produites ne provenant que du travail, la lutte pour le partage de ces richesses s'effectue sur un premier plan dans les entreprises entre salariat et patronat, et sur un second plan sur les places financières entre détenteurs de capitaux eux-mêmes en faisant monter les enchères boursières ; mais pour qu'entre ces derniers le jeu ne soit pas à somme nulle, ils exigent davantage des salariés. Parallèlement, les activités industrielles et de services ont été redéployées à l'échelle mondiale pour profiter des coûts salariaux moindres dans les pays encore peu industrialisés. Pour tirer parti de ces écarts, le capital a exigé et obtenu que tous les obstacles à sa liberté de circuler soient progressivement levés.

Ces phénomènes ont abouti à un énorme gonflement des marchés financiers dont l'observation ne manque pas de surprendre les citoyens assommés de commentaires sur la montée du CAC 40 ou du *Dow Jones* : périodiquement, la bourse flambe et les discours s'enflamment.

Qu'est-ce qu'un marché financier ? C'est un marché particulier où l'on peut acheter sans avoir d'argent et où l'on peut vendre ce que l'on ne possède pas parce qu'il s'agit le plus souvent d'un marché à terme : un opérateur financier achète aujourd'hui 1 000 euros d'actions en s'engageant à payer dans dix jours car il parie à la hausse des cours ; le dixième jour, il revend ses actions 1 100 euros ayant fait un bon pronostic et il a fait un bénéfice de 100 euros sans jamais avoir eu un sou en poche. Mais son acheteur a opéré comme lui : promettre de le payer plus tard. Le résultat est que la somme correspondant aux actions, et qui s'enfle au fur et à mesure que les jours passent, ne sort pas du circuit spéculatif. Sauf si l'un des participants décide de réclamer sa liquidité, de «prendre ses bénéfices». La spéculation à la hausse s'arrête alors. Si tout le monde veut toucher sa liquidité en même temps, le mouvement inverse démarre. S'il n'y avait pas de marchés à terme sur lesquels s'échangent des produits réels, des titres financiers ou des produits dérivés, il y aurait immédiatement un gagnant et un perdant. Avec les marchés à terme, tout financier peut espérer raisonnablement être gagnant, et ce d'autant plus que les titres changent souvent de mains. Sur de tels marchés, tous les opérateurs promettent de payer plus tard et chaque fois qu'ils vendent des titres, ils n'encaissent pas le montant et remettent en jeu leur argent en quelque sorte virtuel. Qui sont ces opérateurs ? Essentiellement les fonds de couverture (les fameux *hedge funds*), les fonds mutuels et les fonds de pension. Par la quantité d'actions qu'ils détiennent dans le capital des grandes sociétés multinationales, ils ont acquis une telle puissance financière que, lorsqu'ils se livrent à des transactions, celles-ci se déroulent entre eux. Qu'advient-il alors ? Le prix des actions ne peut que monter pour éviter une perte à tel ou tel fonds spéculatif, et cette montée est sans commune mesure avec l'accroissement de la production dans les entreprises dont les titres sont ainsi échangés. Ainsi se met en branle le mécanisme appelé bulle financière qui n'est que du capital fictif.

Lorsqu'on entend dire que plusieurs centaines de milliards de dollars se sont évaporés, sont partis en fumée, ou ont été perdus lors d'un *krach* boursier, c'est une grossière erreur ou manipulation. L'essentiel de ce qui se dégonfle, c'est le grossissement fictif précédent : pas plus que celui-ci ne représentait un accroissement réel des richesses matérielles, le dégonflement ne représente un appauvrissement réel. Sauf si le mouvement de dégonflement, entraîné par la spirale, fait descendre les titres

au-dessous de la valeur représentative des richesses réelles et provoque l'appauvrissement de trop de détenteurs de capitaux qui décident alors de faire fermer les industries et les commerces dans lesquels ils ont investi et de licencier en masse.

La gestion des entreprises s'est peu à peu transformée pour renforcer le pouvoir des actionnaires sur les dirigeants : on parle de gouvernement d'entreprise ou de *corporate governance*. Cette nouvelle méthode de gestion a pour but de rendre maximale la valeur qui revient aux actionnaires par tous les moyens : fusions-acquisitions pour faire monter le cours de l'action ; ou bien rachat de ses propres actions dans la même intention mais en faisant coup double car, si une entreprise rachète ses actions, le cours va monter et, en diminuant les fonds propres, le taux de rentabilité de ces fonds augmente ; ou encore recentrage sur l'activité de base et externalisation des activités périphériques.

Les résultats de cette méthode de gestion sont appréciés selon le taux de rendement des fonds propres : *ROE (return on equity)*. On a vu que le *ROE* peut être accru en réduisant les fonds propres et donc en augmentant la part de l'endettement, quitte à utiliser cet endettement pour racheter les actions et donc réduire les fonds propres, etc. D'où l'avantage d'avoir des taux d'intérêt bas : c'était longtemps le cas aux Etats-Unis où les entreprises se sont endettées pour acquérir des actions, les leurs ou d'autres ; cela se pratique aussi en Europe maintenant.

Une contradiction apparaît alors : plus les cours des actions s'élèvent, plus le taux de rendement des fonds propres diminue, et plus les actionnaires réclament un endettement supérieur pour racheter les actions de telle sorte que s'accroisse l'écart entre le taux de rendement économique et le taux d'intérêt (effet dit de levier). Il s'ensuit inévitablement un engrenage de la bulle et de l'endettement.

Les banques sont parties prenantes de cet engrenage financier et spéculatif dans la mesure où elles accordent du crédit dont une partie ne correspond pas à de l'épargne préexistante mais constitue de la création monétaire. Création monétaire dont les monétaristes disent ne pas vouloir à cause du risque de hausse des prix des biens et services, mais dont les maîtres du monde s'accommodent quand elle dégénère en hausse des prix des actifs, c'est-à-dire en inflation financière. Or une hausse des prix des actifs financiers peut stimuler la demande de biens d'investissement de la part des entreprises (effet dit de Tobin) et la demande de consommation des ménages (effet dit de richesse) et donc dégénérer en hausse des prix des biens.

Le travail est la seule source de la valeur créée et disponible pour la répartition

Les soubresauts financiers, n'ayant apparemment que peu de liens avec l'évolution de l'économie réelle, ont accrédité l'idée que la finance serait devenue autonome par rapport à la sphère productive. Qu'en est-il exactement ?

Si j'achète des actions aujourd'hui et que je les revends demain plus cher après avoir parié à la hausse, c'est que quelqu'un m'a vendu ce même jour soit parce qu'il a parié à la baisse d'ici demain, soit parce qu'il avait parié hier à la hausse et qu'il a bien parié. Dans le premier cas, l'un va gagner ce que l'autre va perdre, dans le deuxième cas, mon vendeur a gagné entre hier et aujourd'hui et moi je gagnerai entre aujourd'hui et demain si la hausse se poursuit. Comment est-il possible que tous les détenteurs de capitaux gagnent à la fois et que leur enrichissement grandisse plus vite que la production, indépendamment de l'agrandissement fictif qui se dégonfle à l'éclatement de la bulle spéculative ? Comment expliquer qu'ils puissent s'enrichir réellement simultanément tous à certaines périodes plus rapidement que n'augmente la production ? Y aurait-il un miracle du capital qui engendrerait de lui-même à l'échelle du monde un capital encore plus grand ? Non, il n'y a pas de génération spontanée du capital.

La seule réponse est que la répartition de la valeur ajoutée dans le monde s'est modifiée à l'avantage du capital et au détriment du travail. Quand une entreprise met en œuvre un plan de licenciement ou ferme une usine pour la délocaliser, les coûts salariaux sont comprimés, donc, pour une même production, la part qui va aux profits augmente et l'action monte en Bourse. Ce n'est pas la preuve, comme tentent de le faire croire la plupart des commentateurs, que le capital fait du profit sans travail, c'est la preuve qu'il partage encore plus à son avantage le gâteau fabriqué par le travail de plus en plus productif.

La conclusion est que le capital est libre de ses mouvements, mais il n'est en aucune manière autonome vis-à-vis du travail qui seul crée de la valeur ajoutée nouvelle. C'est la raison pour laquelle les multinationales se proposaient par l'Accord Multilatéral sur l'Investissement, concocté secrètement au sein de l'OCDE, de ligoter les Etats pour éviter toute remise en cause du rapport de forces entre capital et travail, rapport de forces qui est à l'avantage du premier grâce au chômage frappant le second. C'est aussi la raison pour laquelle le projet de constitution européenne interdit toute mesure visant à restreindre les mouvements de capitaux (art. III-156).

Voilà pourquoi l'idéologie économique dominante laisse penser que le travail a disparu en tant que créateur de richesses : alors, on peut mieux justifier un partage inégal des richesses à l'avantage des rentiers. La «*productivité du capital*» n'existe que dans l'imaginaire capitaliste. C'est le travail qui devient de plus en plus productif, sous l'effet du savoir de plus en plus grand et des outils de plus en plus performants. Et c'est bien de la réappropriation collective de cette productivité dont il s'agit lorsqu'on réclame une forte réduction du temps de travail. A l'inverse, les politiques néolibérales visent à empêcher la répartition collective des richesses créées par le travail humain.

L'objectif de généraliser à l'ensemble de la planète des systèmes de retraites par capitalisation procède de la même intention. Dans un premier temps, les partisans des fonds de pension propagent l'idée fautive selon laquelle un mode de financement des retraites peut remédier à un déséquilibre démographique, sans comprendre que, quel que soit le système et à tout moment, les actifs font vivre les inactifs, et sans voir que la productivité du travail progresse plus vite que ne se détériore le rapport actifs/inactifs. Certes, dès lors qu'il y a une évolution démographique et que l'on veut conserver le même taux de remplacement retraite/salaire pour les retraités, une modification interne à la masse salariale s'opère obligatoirement entre salaires directs et salaires indirects, mais cela ne constitue un recul pour les uns ou pour les autres que si, d'une part, la production ne progresse pas suffisamment, et surtout, d'autre part si le partage salaires/profits reste défavorable pour les salariés¹.

Dans un second temps, ils font miroiter la possibilité pour tous les revenus de s'accroître en même temps d'un taux supérieur au taux de croissance de l'économie globale, ce qui est rigoureusement impossible. Lorsque les deux mystifications précédentes se découvrent, ils finissent par suggérer de partir dans une nouvelle conquête du monde : en plaçant les sommes épargnées dans les pays pauvres se développant rapidement, le «retour sur investissement» serait important car la main d'œuvre y est payée faiblement. A l'indigence intellectuelle s'ajoute le cynisme politique le plus grossier. Enfin, les partisans de la capitalisation, libéraux résolus pour la plupart, invoquent curieusement un argument nationaliste : la création de fonds de pension français permettrait de faire reculer l'influence des fonds américains dans les entreprises françaises. Qui peut douter que les fonds français adopteraient une stratégie de rentabilité financière similaire à celle des fonds américains plus chevronnés ?

1. Voir J-M. HARRIBEY, *La continuité des politiques des institutions financières internationales : L'exemple de la protection sociale*, 2004, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/sante/ifi-continuite.pdf>.

Qui peut penser que l'exigence financière exprimée par des gestionnaires français se traduirait par moins de compressions de personnel ou de salaires que si cela était le fait de gestionnaires étrangers ?

En réalité, la campagne en faveur de la capitalisation est le dernier avatar du vieux rêve libéral d'associer le travail à sa propre aliénation. En faisant du salarié un petit actionnaire, on lui ôte une partie de sa combativité. En faisant des salariés les mieux rémunérés des rentiers petits et moyens, on attache durablement l'encadrement à la culture d'entreprise. Mais quel salarié n'est pas à même de comprendre qu'en souhaitant une rente la plus élevée possible, il contribuerait à fragiliser son propre emploi et à condamner celui de son enfant... qui devrait pourtant le faire vivre plus tard par son travail ?

Au total, la pression exercée pour organiser le recul des systèmes de retraites par répartition et leur remplacement progressif ou partiel par des systèmes par capitalisation traduit la volonté des puissances financières de créer un véritable marché de la protection sociale, aujourd'hui les retraites, demain la santé, et peut-être un jour un marché de l'éducation. Par là-même, elles espèrent drainer des masses d'argent considérables qui leur échappent encore et qui constituent un formidable enjeu dans la bataille pour les prises de contrôle, les fusions, les acquisitions dont la bourse est le théâtre quotidien. La mainmise sur ces sommes ne constituerait pas une aubaine pour le développement humain dans le monde mais augmenterait les risques de déstabilisation économique et financière dont les premiers à pâtir seraient, n'en doutons pas, les habitants les plus pauvres des pays pauvres comme des pays riches. L'appétit de la finance est d'autant plus stimulé que, par ailleurs, la privatisation de la monnaie est en cours avec la généralisation de l'indépendance des banques centrales, garante aux yeux des opérateurs financiers de la pérennité de la lutte contre l'inflation dangereuse pour la rente financière.

Il y a quelque chose de religieux, de magique dans la fascination exercée par la finance : le gain boursier apparaît comme le fruit d'un miracle. C'est la multiplication, non plus des petits pains dans le désert, mais de l'argent dans la corbeille. A côté de l'appât du gain qui constitue le mobile immédiat, un mythe se forme et devient tout-puissant : le mythe de l'enrichissement sans fin, gage d'éternité. Le capital devient un dieu, infini et n'ayant d'autre source qu'en lui-même. Dès lors, un *ersatz* d'éternité est promis aux personnes âgées par le truchement de leur pension. Nul n'est dupe de cette promesse et pourtant elle suscite une foi certaine : rassurerait-elle en éloignant le spectre de la mort ?

On promet aux retraités la bourse et la vie alors qu'il faut véritablement choisir entre les deux. Comme l'accès à la bourse n'est pas possible pour tous, il porte en germe l'aggravation des inégalités. Pour rendre la vie en société soutenable, les solidarités de base doivent donc être préservées et développées : la protection sociale universelle en est un moyen essentiel. Mais celle-ci est menacée financièrement par le chômage qui est lui-même un produit de la logique de rentabilité que certains veulent introduire partout. Les retraites seront sauvées ou perdues en même temps que l'emploi.

Par quel étrange stratagème réussit-on à apeurer les habitants des pays qui n'ont jamais été aussi riches en répandant l'idée que l'on va manquer de ressources, alors qu'elles ne cessent de croître ? Par quel tour de passe-passe réussit-on à culpabiliser les habitants des pays qui devraient verser à l'avenir 16 % de leur PIB aux personnes âgées, alors que celles-ci représenteront 25 % de la population ou davantage ? S'il y a scandale, il est dans l'autre sens que celui indiqué le plus souvent. Vaincre le chômage pour les jeunes et les adultes et donner une place digne aux «vieux» constituent véritablement un choix de civilisation.